

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/M/30

30 novembre 2009

(09-6048)

Comité des licences d'importation

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2009

Présidente: Mme Anna Ashikali (Chypre)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa trentième réunion le 19 octobre 2009. L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/3454/Rev.1 a été adopté comme suit:

Table des matières

1.	Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion.....	1
2.	Notifications.....	8
i)	<i>Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et/ou législation).....</i>	<i>8</i>
ii)	<i>Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications).....</i>	<i>9</i>
iii)	<i>Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation).....</i>	<i>11</i>
3.	Huitième examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (WT/L/432).....	12
4.	Rapport (2009) au Comité du Conseil du commerce des marchandises.....	13
5.	Autres questions.....	13

1. Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion

1.1 La Présidente a informé le Comité que, depuis la dernière réunion, un total de 52 notifications avaient été reçues au titre de diverses dispositions de l'Accord sur les procédures de licence d'importation (huit notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b), 14 au titre de l'article 5:1 à 5:4 et 30 au titre de l'article 7:3). À la date de la réunion, sur un total de 153 Membres (en comptant séparément chacun des États membres des CE), 21 Membres¹ n'avaient toujours pas présenté de notification au titre de l'Accord depuis leur accession à l'OMC. La Présidente a souligné qu'en 2009 certains Membres² avaient présenté leurs notifications pour la première fois au titre de diverses dispositions de l'Accord et elle les a encouragés à continuer de respecter leurs obligations de

¹ Angola, Belize, Botswana, Cambodge, Cap-Vert, Congo, Djibouti, Égypte, Guinée, Guinée-Bissau, Îles Salomon, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, République centrafricaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Tanzanie, Tonga et Viet Nam.

² Croatie, Nicaragua, Ex-République yougoslave de Macédoine et Suriname.

notification; elle a aussi encouragé les Membres qui n'avaient pas encore présenté de notification à le faire sans plus attendre.

1.2 Un total cumulé de 96 Membres seulement, en comptant les Communautés européennes comme un seul Membre, avaient présenté des notifications des lois et réglementations (au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b)). Seuls 32 Membres, en comptant les Communautés européennes comme un seul Membre, avaient notifié de nouvelles procédures de licences ou des modifications apportées aux procédures existantes (au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5); sur ce nombre, un Membre (la Papouasie-Nouvelle-Guinée) avait notifié des modifications apportées aux procédures de licences d'importation sans présenter de notification initiale de législation ni de réponses au questionnaire. En outre, la Présidente a indiqué au Comité qu'alors que l'article 5:5 de l'Accord autorisait les Membres à présenter des contre-notifications (lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences), aucune contre-notification n'avait été reçue à la date de la réunion en cours. Concernant les réponses au questionnaire³ (notifications au titre de l'article 7:3), seuls 95 Membres au total, les Communautés européennes comptant pour un, avaient communiqué leurs réponses depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. À propos des notifications au titre de l'article 7:3, il arrivait souvent que de nombreux Membres ne respectent pas la date limite annuelle du 30 septembre. En un mot, les Membres respectaient mieux leurs obligations de notification au titre de l'Accord, mais des manquements importants subsistaient. Elle a aussi rappelé aux délégations que, deux fois par an, le RCN et le Secrétariat envoyaient des rappels périodiques aux Membres qui n'avaient pas rempli leurs obligations de notification; et elle a informé le Comité qu'en 2009 la Présidence avait adressé des lettres précises à chacun des Membres, leur rappelant leurs obligations de transparence au titre de l'Accord et mettant en évidence la date de la dernière communication qu'ils avaient présentée au titre de l'article 7:3. Seuls 39 Membres avaient répondu à cette demande et soumis leurs réponses au questionnaire annuel.

1.3 En bref, a déclaré la Présidente, les Membres respectaient mieux leurs obligations de notification au titre de l'Accord, mais beaucoup restait à faire. Elle a donc prié instamment tous les Membres qui n'avaient pas encore communiqué de renseignements sur leurs lois et réglementations ayant trait aux procédures de licences d'importation, et qui n'avaient pas répondu au questionnaire annuel, ou qui n'avaient pas notifié l'établissement ou la modification de procédures de licences d'importation depuis leur précédente notification, de le faire sans plus attendre. Les Membres n'appliquant pas de procédures de licences d'importation ou n'ayant ni loi ni réglementation relevant de l'Accord étaient également priés d'en informer le Comité afin que les Membres aient une vision d'ensemble complète des régimes de licences de tous les Membres. Ceux qui avaient des questions concernant les prescriptions en matière de notification étaient priés de consulter le Secrétariat à cet effet. Les pays en développement ou les pays les moins avancés pouvaient en outre demander une assistance technique.

1.4 La déléguée des États-Unis, se référant aux discussions informelles qui avaient eu lieu sur les voies et moyens d'améliorer le respect des délais et le caractère exhaustif des notifications au Comité, a estimé que ces discussions étaient utiles et appelé que plusieurs délégations, dont la sienne, avaient formulé des propositions concrètes en vue d'apporter des améliorations. À cet égard, elle a demandé à la Présidente d'informer le Comité des résultats et des mesures ou dispositions envisagées en vue de nouvelles discussions sur la question.

1.5 En réponse, la Présidente a fait savoir au Comité que M. Marco J. Kassaja, le Président de ce Comité, avait informé le Président de l'OEPIC des résultats des discussions informelles et des idées et propositions formulées par les Membres. Compte tenu de ces résultats, il avait préparé et adressé à chacun des Membres de l'OMC une lettre leur rappelant leurs obligations de transparence en indiquant la date de la dernière notification reçue de leurs autorités, plus particulièrement au titre de l'article 7:3

³ Le questionnaire est annexé au document G/LIC/3.

de l'Accord. Dans ces lettres, il invitait aussi les Membres à examiner la situation de leurs notifications en général et à les actualiser le cas échéant, suggestion qui n'a cependant été suivie que par quelques Membres (moins de 40). Elle a aussi rappelé aux Membres qu'à la dernière réunion formelle, tenue le 30 avril 2009, certains Membres avaient été d'avis que les discussions se poursuivent, mais sur une base informelle. Toutefois, la Présidente était ouverte aux nouvelles idées et formules permettant de poursuivre, au sein de ce Comité, les discussions sur les voies et moyens d'améliorer le respect des délais et le caractère exhaustif des notifications et d'autres flux d'informations. Les discussions pourraient se dérouler de manière informelle, ou au titre d'un point de l'ordre du jour de la réunion formelle suivante. Le point de vue de la Présidente découlait de l'intérêt que les Membres avaient manifesté lors de réunions informelles, mais aussi du fait que la question figurait parmi les principaux sujets de préoccupation du Comité et de ses Présidents depuis au moins quatre ans.

1.6 Le délégué de l'Australie s'est fait l'écho de la question des États-Unis concernant l'état d'avancement des discussions sur les moyens d'améliorer le respect des obligations de transparence. Il s'est félicité du rapport de la Présidente et a exhorté les Membres à respecter les obligations de notification.

1.7 Le Comité a pris note des déclarations.

1.8 La Présidente a informé le Comité que, comme l'indiquaient l'aérogamme et sa révision, il était saisi des documents suivants pour examen: le document G/LIC/Q/CHN/22/Add.1 qui contenait des questions posées par l'Australie à la Chine; le document G/LIC/Q/BRA/5/Add.1 qui contenait des questions posées par la Chine au Brésil; le document G/LIC/Q/ARG/8 qui contenait les réponses de l'Argentine au Canada, à la Chine, aux Communautés européennes, au Japon et aux États-Unis⁴; le document G/LIC/Q/ARG/9 qui contenait les réponses de l'Argentine au Pérou⁵; le document G/LIC/Q/BRA/11 qui contenait les réponses du Brésil à la Chine⁶; le document G/LIC/Q/BRA/12 qui contenait les réponses du Brésil à la Thaïlande⁷; et le document G/LIC/Q/IND/14 qui contenait les réponses de l'Inde aux États-Unis.⁸

1.9 Le délégué de l'Australie a remercié la Chine pour ses premières réponses⁹ aux questions relatives à son régime de licences d'importation sur le fer et le minerai de fer.¹⁰ Étant donné que la Chine n'avait pas répondu à certaines des premières questions, l'Australie avait posé des questions complémentaires en mai 2009 (document G/LIC/Q/CHN/22/Add.1) pour lesquelles des réponses étaient également attendues. Sa délégation avait aussi remarqué que, depuis la précédente réunion, la Chine avait appliqué des procédures de licences d'importation pour d'autres produits, notamment le lait et le lait en poudre, et souhaiterait que la Chine donne l'assurance que ces nouveaux régimes de licences d'importation étaient uniquement destinés à des fins de suivi et ne serviraient pas à contrôler les importations.

1.10 Le délégué de la Chine a dit que sa délégation avait reçu des réponses additionnelles aux questions de l'Australie et était en train de les faire traduire en anglais pour les communiquer au Comité.

⁴ Voir également document G/LIC/Q/ARG/6.

⁵ Voir également document G/LIC/Q/ARG/7.

⁶ Voir également document G/LIC/Q/BRA/5.

⁷ Voir également document G/LIC/Q/BRA/7.

⁸ Voir également document G/LIC/Q/IND/11/Add.1.

⁹ Voir également document G/LIC/Q/CHN/26.

¹⁰ Voir également document G/LIC/Q/CHN/22.

1.11 Le délégué de la Chine a informé le Comité que sa délégation avait des questions complémentaires¹¹ concernant le régime brésilien de licences d'importation non automatiques appliqué aux jouets pour lesquelles des réponses et des précisions de la part du Brésil seraient les bienvenues.

1.12 Le délégué du Brésil a remercié la Chine pour ses questions complémentaires sur les procédures de licences d'importation applicables aux jouets et l'a informée que ses autorités y répondraient sous peu.

1.13 La déléguée du Pérou a dit que sa délégation était toujours préoccupée par la liste progressive et toujours plus longue de produits soumis à des prescriptions en matière de licences d'importation en Argentine; cela pourrait, à son avis, entraîner des prescriptions inutiles contraires à l'Accord. Le Pérou avait des questions additionnelles en rapport avec les réponses de l'Argentine figurant dans le document G/LIC/Q/ARG/9 et avec les dernières notifications de l'Argentine, reproduites dans le document G/LIC/N/2/ARG/18: i) selon l'Argentine, le nombre accru de produits visés par le mécanisme de licences non automatiques s'expliquait par la volatilité du marché international. Le Pérou souhaiterait que l'Argentine explique la relation entre la volatilité du marché international et le but de la procédure de licences non automatiques, qui consistait à appliquer un mécanisme de vérification préalable à la mainlevée des marchandises afin de suivre et de contrôler les importations de certaines marchandises (section g) des notifications G/LIC/N/2/ARG/12, G/LIC/N/2/ARG/12/Add.1, G/LIC/N/2/ARG/16 et G/LIC/N/2/ARG/18). Y avait-il un lien avec la réponse de l'Argentine à la question figurant dans le document G/LIC/Q/ARG/8, qui faisait état de la nécessité d'étendre la couverture du système de licences non automatiques à certaines lignes tarifaires visant des produits sensibles aux fluctuations des courants d'échanges provoquées par la crise économique et financière mondiale? Quels critères précis l'Argentine avait-elle utilisés pour déterminer qu'une ligne tarifaire était "sensible" aux fluctuations? ii) Concernant la question 1 c), le Pérou souhaiterait que l'Argentine explique quelles autres procédures elle avait envisagées en vue d'atteindre l'objectif de surveillance et de contrôle des importations, et pourquoi elle pensait que les licences d'importation non automatiques constituaient le système le plus approprié et le moins restrictif pour le commerce. iii) Pour ce qui était de la question n° 2, pourquoi les demandes de licences d'importation non automatiques étaient-elles désormais examinées simultanément et non plus selon le principe du premier venu premier servi comme auparavant?

1.14 D'autre part, il arrivait que le Ministère argentin de la production demande des informations additionnelles pour émettre un certificat d'importation de produits divers (*Certificado de importación de productos varios*, CIPV).¹² À cet égard, le Pérou aimerait savoir comment ces informations additionnelles contribuaient à la réalisation des objectifs des licences d'importation, étant donné que cette politique pourrait aller à l'encontre de l'article 1:5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

1.15 La déléguée de l'Argentine a dit que les questions additionnelles du Pérou seraient transmises à sa capitale.

1.16 La déléguée des États-Unis a dit que sa délégation était, comme d'autres, gravement préoccupée par le régime de licences d'importation de l'Argentine, dont celle-ci se servait pour appliquer des restrictions au commerce. Les États-Unis étaient aussi inquiets devant l'absence de

¹¹ Voir également les documents G/LIC/Q/BRA/5 et 11.

¹² Par exemple, a) les brochures concernant les biens qui faisaient l'objet de la demande et leur description; b) le diagramme de processus montrant l'ensemble du cycle de production des biens visés au a); c) les détails des facteurs de production utilisés; d) l'origine des facteurs de production utilisés et leur part relative dans le coût de production final; et e) la liste complète des produits fabriqués par l'entreprise productrice/exportatrice.

transparence du système en vigueur et les lourdeurs et retards qui affectaient, selon les informations disponibles, les importations. Ses autorités avaient reçu de nombreux rapports des importateurs et exportateurs, des associations professionnelles et de la presse indiquant que l'Argentine utilisait ses procédures de licences d'importation pour tenter d'améliorer sa balance commerciale; des entreprises avaient aussi fait savoir qu'il leur avait été dit que leurs demandes ne seraient pas approuvées tant qu'elles n'accepteraient pas les prescriptions en matière de balance commerciale établies par le Secrétaire au commerce intérieur et que, pour obtenir une licence d'importation, elles devraient aussi montrer une augmentation des exportations de biens originaires d'Argentine de la même valeur en dollars. Les États-Unis étaient sérieusement préoccupés par de telles manœuvres d'équilibrage et de dosage, qui établissaient des prescriptions quantitatives pour les importations, et estimaient que les systèmes de licences d'importation ne devraient pas servir à de telles fins. Ses autorités souhaiteraient recevoir de l'Argentine une explication au sujet de ces rapports, y compris l'indication des prescriptions juridiques autorisant ce traitement ainsi que les copies pertinentes aux fins d'examen par le Comité; elle demandait aussi à l'Argentine d'indiquer, plus en détail, comment elle estimait que sa politique était compatible avec les règles de l'OMC.

1.17 Les États-Unis étaient également préoccupés par les retards considérables subis dans le traitement des dossiers, qui avaient des effets de restriction du commerce. Même si l'Argentine avait nié l'existence de tels retards, les rapports de l'industrie et de la presse indiquaient que les importateurs devaient attendre 120 jours ou davantage pour obtenir une licence d'importation; ces rapports étaient en contradiction directe avec les déclarations passées de l'Argentine, dont les plus récentes à la réunion d'avril 2009, selon lesquelles toutes les licences d'importation étaient délivrées dans les délais prescrits par l'Accord. Dans ses réponses figurant dans le document G/LIC/Q/ARG/8, l'Argentine a soutenu que pour certains produits sensibles, l'expansion des prescriptions en matière de licences non automatiques avait été rendue nécessaire par les changements provoqués dans les courants des échanges par la crise économique et financière mondiale; la délégation des États-Unis aimerait recevoir cette réponse, tout en continuant de s'interroger sur la mesure sous-jacente précise que l'Argentine appliquait par le bais de ce régime de licences d'importation non automatiques. Les rapports sur la méthode actuelle d'administration des licences d'importation de l'Argentine étaient extrêmement troublants, a-t-elle ajouté, et le fait que l'Argentine ne donnait pas une explication satisfaisante de ses mesures était encore plus troublant. Les États-Unis demandaient à l'Argentine de respecter leur engagement vis-à-vis de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, et de faire en sorte que les licences d'importation soient délivrées dans les délais et sans imposer une charge administrative plus lourde que ce qui est absolument nécessaire. Les États-Unis comprenaient que l'Argentine avait connu récemment quelques difficultés de balance des paiements, mais ils l'encourageaient à les régler de manière compatible avec ses obligations vis-à-vis de l'OMC. La délégation des États-Unis continuerait de suivre cette situation et présenterait sous peu des questions spécifiques.

1.18 La déléguée des Communautés européennes s'est faite l'écho des préoccupations exprimées par le Pérou et les États-Unis. Les CE considéraient non fondée et non convaincante la justification avancée par l'Argentine pour renforcer les critères et les prescriptions. Les CE continuaient de recevoir des rapports sur les retards non justifiés dans la délivrance des licences d'importation; ces retards constituaient un grave obstacle aux exportations européennes à destination de l'Argentine. De plus, l'extension à un nombre élargi de biens des prescriptions en matière de délivrance des licences d'importation constituait également un sujet de préoccupation. Dans ses réponses¹³, l'Argentine avait affirmé que le délai de délivrance des licences automatiques était établi par l'article 2 de l'Accord; les CE aimeraient que l'Argentine précise si oui ou non, dans la pratique, ce délai était respecté. L'Argentine avait aussi confirmé que les licences d'importation non automatiques étaient des mécanismes visant à confirmer que les biens se conformaient aux règlements techniques et autres prescriptions établis par sa législation en vigueur et à vérifier la véracité des données communiquées

¹³ Voir document G/LIC/Q/ARG/8.

par les fournisseurs; si les biens s'y conformaient, l'institution compétente délivrait les licences dans les délais établis dans l'Accord. Les CE aimeraient que l'Argentine explique quand ces règlements techniques et autres prescriptions avaient été établis et souhaitait aussi recevoir des copies de ces règlements. L'Argentine avait également dit que les délais prévus au titre de l'article 3:5 de l'Accord étaient respectés; les CE aimeraient que l'Argentine le confirme. Concernant les délais et les conditions de la délivrance des licences d'importation non automatiques, l'Argentine avait indiqué que les demandes étaient examinées selon le principe du premier venu premier servi, mais que ces demandes étaient actuellement examinées simultanément; les CE aimeraient savoir quelles étaient les raisons et fondements juridiques de cette mesure.

1.19 De l'avis des CE, la justification par l'Argentine des procédures de vérification pour les réglementations concernant la protection de l'environnement, la sécurité ou la protection du consommateur au titre du Décret n° 26/2009, établissant des licences non automatiques pour les nouveaux pneus, constituait également un sujet de préoccupation. La délégation des CE aimerait que l'Argentine explique quelles étaient ces réglementations; si elles étaient appliquées pour des raisons environnementales ou sécuritaires; quand elles avaient été adoptées; si les CE allaient recevoir des copies de ces réglementations; et sur quelle base l'Argentine estimait que des prescriptions pour l'octroi de licences d'importation étaient nécessaires pour évaluer le respect de ces réglementations. Concernant le Décret n° 61/2009, par le biais duquel l'Argentine avait étendu le champ d'application de certaines lignes tarifaires aux licences d'importation, les CE aimeraient recevoir plus d'informations. L'Argentine avait aussi indiqué qu'elle avait introduit les licences d'importation sur une base transitoire afin de vérifier si les différents types de biens respectaient les règlements techniques et autres prescriptions; les CE aimeraient savoir quand ce règlement a été adopté et en recevoir copie. Les CE souhaiteraient également savoir sur quelle base l'Argentine avait déterminé que les prescriptions en matière de délivrance de licences étaient nécessaires pour garantir la conformité avec la législation nationale.

1.20 Le délégué du Japon s'est fait l'écho des observations formulées par le Pérou, les États-Unis et les CE; les entreprises de son pays continuaient de juger préoccupant le système de licences d'importation de l'Argentine, en particulier en ce qui concerne les retards subis dans la délivrance des licences d'importation et de l'absence de clarté. Le Japon entend suivre de près l'évolution du système de licences d'importation de l'Argentine.

1.21 La déléguée de l'Argentine a demandé que les questions présentées par écrit soient transmises à sa capitale. Concernant les délais pour la délivrance des licences d'importation et les copies de la législation pertinente qui avait été notifiée, elle a déclaré que les délais étaient conformes aux prescriptions de l'Accord et que des copies de la législation étaient disponibles au Secrétariat, mais que les Membres pouvaient aussi adresser leur demande directement à sa délégation.

1.22 Le délégué de la Chine a dit que les réponses de l'Argentine étaient toujours à l'étude dans sa capitale.

1.23 La déléguée de la Thaïlande a dit que ses autorités continuaient d'examiner et de suivre le régime brésilien à deux voies appliqué aux jouets¹⁴ et souhaitaient recevoir les réponses écrites du Brésil aux questions additionnelles posées par la Chine sur le même sujet.

1.24 Le délégué du Brésil a informé le Comité que les questions additionnelles de la Chine étaient à l'étude et que, une fois qu'elles seraient prêtes, les réponses seraient transmises à la Thaïlande.

¹⁴ Voir documents G/LIC/Q/BRA/7 et 12.

1.25 La déléguée des États-Unis a remercié l'Inde pour ses réponses aux questions relatives à la procédure de licences d'importation pour l'acide borique¹⁵ dans lesquelles l'Inde avait déclaré qu'il s'agissait d'une procédure automatique. Toutefois, l'Inde semblait déterminer de manière discrétionnaire la quantité qui pouvait être importée sous licence, dans la mesure où, dans les réponses, elle avait aussi indiqué que la quantité était établie sur la base d'une recommandation du ministère compétent et de la quantité importée par le requérant au cours des cinq années précédentes. Cette procédure avait des répercussions négatives sur le commerce des États-Unis. Elle demandait donc à l'Inde d'expliquer en quoi elle considérait que cette procédure de licences d'importation était automatique. La délégation des États-Unis était aussi préoccupée par la question de l'utilisation finale précise de l'acide borique qui devait figurer dans la demande de licence d'importation et par les répercussions de cette prescription sur la possibilité pour les intermédiaires de commercialiser de l'acide borique non insecticide en Inde. Elle demandait à l'Inde d'expliquer plus en détail pourquoi ces renseignements étaient nécessaires et comment la procédure de licences d'importation garantissait que la marchandise ne faisait pas l'objet d'une utilisation abusive une fois importée en Inde. Concernant la communication de l'Inde au titre de l'article 7:3 de l'Accord, les États-Unis demandaient à l'Inde de fournir des réponses par produit à chaque question et de présenter une liste des produits soumis aux procédures de licences d'importation en indiquant, pour chaque produit, si ces procédures étaient ou n'étaient pas automatiques étant donné que les renvois à un site Web précédemment indiqués ne fournissaient pas assez de renseignements aux Membres.

1.26 Le délégué de l'Inde a demandé aux États-Unis de communiquer leurs questions par écrit afin qu'elles puissent être transmises dans les moindres délais à sa capitale.

1.27 La Présidente a informé le Comité que, immédiatement avant le début de la réunion, deux communications avaient été reçues du Brésil et de l'Inde, la première contenant des réponses du Brésil aux États-Unis concernant le régime de licences d'importation appliqué aux produits à base de lithium et la seconde contenant les réponses de l'Inde aux questions posées par la Corée sur le régime indien de licences d'importation applicable aux produits en acier et autres produits. Ces deux communications étaient disponibles à l'arrière de la salle, et seraient distribuées sous les cotes G/LIC/Q/BRA/13 et G/LIC/Q/IND/15, respectivement. Elles seraient examinées à la réunion suivante, mais la Présidente a invité les délégations à formuler des observations à leur sujet.

1.28 Le délégué du Brésil a confirmé que sa délégation venait juste de distribuer des réponses écrites aux questions posées par les États-Unis sur les procédures de licences d'importation appliquées par le Brésil au lithium et aux composés du lithium; ces réponses étaient fondamentalement les mêmes que celles fournies aux États-Unis au cours des deux précédentes réunions du Comité. Elles avaient été enregistrées dans le procès-verbal des réunions et avaient été fournies par écrit dans le but d'éviter toutes nouvelles questions de procédure liées à ce sujet.

1.29 Les délégués de la Corée et des États-Unis ont remercié l'Inde et le Brésil pour leurs réponses.

1.30 La déléguée du Mexique a rappelé qu'à la précédente réunion sa délégation avait posé au Brésil et au Venezuela¹⁶ des questions écrites concernant, dans le cas du Brésil, le régime brésilien de licences d'importation appliqué aux véhicules automobiles et dans le cas du Venezuela, le certificat de production insuffisante ou d'absence de production nationale. Sa délégation souhaitait que le Brésil précise les procédures qu'il appliquait pour l'examen des demandes de licences d'importation non automatiques en ce qui concernait les véhicules automobiles et, plus particulièrement, qu'il indique la catégorie dont relevaient les nouveaux véhicules automobiles – "les produits qui peuvent nuire à la santé des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux; les produits qui sont susceptibles de causer des dommages à l'environnement; les produits classés comme étant des armes

¹⁵ Voir document G/LIC/Q/IND/14.

¹⁶ Figurant respectivement dans les documents G/LIC/Q/BRA/10 et G/LIC/Q/VEN/5.

ou fabriqués à des fins bellicieuses; les produits visés par des contingents non tarifaires et les produits visés par des contingents tarifaires". Quelles étaient les raisons pour lesquelles ils étaient classés dans leurs catégories respectives; sur la base de quels critères précis les modifications d'une licence d'importation étaient rejetées lorsqu'elles étaient insignifiantes ou mineures, par exemple, les variations de la quantité, tel qu'il était prévu dans l'article premier de l'Accord, et était-il demandé à l'exportateur de présenter une nouvelle demande pour obtenir une autre licence d'importation pour le même produit?

1.31 La délégation du Mexique souhaiterait que le Venezuela lui dise: i) ce qu'étaient exactement les "certificats de production insuffisante" ou les "certificats d'absence de production nationale", auxquels une résolution faisait allusion et qui étaient exigés pour l'importation d'un certain nombre de produits; ii) s'il s'agissait d'une procédure administrative au sens du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord, quelle en était la justification; iii) quels critères étaient utilisés pour déterminer les produits dont l'importation était assujettie à ces certificats; iv) quelles informations étaient exigées pour la demande des certificats et quels critères précis le Venezuela utilisait pour approuver ou refuser les demandes; v) quelle autorité était chargée d'émettre les certificats et quel était le délai normal de traitement des demandes; vi) s'il était possible de contester le refus de la demande, quelle était la procédure applicable à cet effet; et vii) si la mesure établissant ces certificats avait déjà été notifiée au Comité. Le Mexique attendait avec intérêt de recevoir des réponses écrites à ces questions.

1.32 Le délégué du Brésil a informé le Comité que des réponses écrites aux questions du Mexique sur les procédures de licences d'importation applicables aux véhicules automobiles seraient présentées sous peu.

1.33 Le délégué du Venezuela a informé le Comité que les questions du Mexique étaient examinées dans sa capitale et que des réponses écrites seraient bientôt présentées.

1.34 La déléguée des États-Unis a rappelé qu'à la dernière réunion sa délégation avait demandé si le Viet Nam avait apporté des modifications à ses régimes de licences d'importation depuis ses dernières notifications, qui avaient été présentées avant son accession à l'OMC en 2007.¹⁷ Les États-Unis étaient au courant d'une nouvelle prescription en matière de licences d'importation depuis l'accession du Viet Nam qui n'avait pas encore été notifiée au Comité. Il s'agissait d'une circulaire publiée en décembre 2008 établissant des prescriptions en matière de licences d'importation applicables à un large éventail de produits. La délégation des États-Unis encourageait le Viet Nam à notifier cette nouvelle procédure en matière de licences d'importation au Comité et à distribuer des réponses actualisées au questionnaire annuel.

1.35 Le Comité a pris note des déclarations.

2. Notifications

i) *Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et/ou législation)*

2.1 La Présidente a rappelé que, au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b) et conformément aux procédures de notification dont le Comité était convenu¹⁸, tous les Membres étaient tenus de publier leurs lois, réglementations et procédures administratives et de les notifier au Comité lorsqu'ils devenaient Membres de l'OMC, en fournissant des copies de toutes les publications, lois ou réglementations pertinentes. Toutes les modifications ultérieures apportées à ces lois et réglementations devaient également être notifiées. Elle a informé le Comité que, depuis la dernière

¹⁷ Voir document G/LIC/Q/VNM/1.

¹⁸ G/LIC/3.

réunion, huit notifications avaient été reçues des Membres suivants: Albanie, Argentine, Canada, Croatie, Inde, Maroc, Turquie et États-Unis¹⁹; la notification de l'Inde, reçue après la publication de l'aérogamme et de sa révision, n'était pas disponible dans les trois langues officielles de l'OMC. Cette notification serait examinée à la réunion suivante, mais elle a invité les Membres à formuler des observations à son sujet afin que l'Inde puisse alors y répondre.

2.2 Le Comité a pris note des déclarations et des notifications reçues des Membres suivants: Albanie, Argentine, Canada, Croatie, Maroc, Turquie et États-Unis.

ii) *Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications)*

2.3 La Présidente a rappelé que, au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5, les Membres qui établissaient des procédures de licences ou qui apportaient des modifications à ces procédures étaient tenus d'en donner notification au Comité dans les 60 jours suivant leur publication. Le paragraphe 2 de l'article 5 énumérait les renseignements qui devaient être inclus dans ces notifications. Les Membres devaient aussi présenter des copies des publications dans lesquelles ces renseignements étaient publiés. De plus, le paragraphe 5 de l'article 5 prévoyait la possibilité de présenter des contre-notifications lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 3 de l'article 5. La Présidente a informé le Comité qu'il y avait eu 14 notifications, énumérées dans l'aérogamme et sa révision, présentées en vertu de cette disposition par les Membres suivants: Argentine; Croatie; Hong Kong, Chine; Indonésie; Corée; et Singapour.²⁰

2.4 La déléguée des Communautés européennes, concernant la notification présentée par l'Argentine dans le document G/LIC/N/2/ARG/4/Add.1/Rev.1, a réitéré ses préoccupations face aux prescriptions et aux critères de plus en plus nombreux applicables aux demandes de licences d'importation. Elle a demandé à l'Argentine de préciser si elle avait notifié la Disposition 11 du 25 janvier 2008 et si cette disposition était conforme aux paragraphes 7 et 8 de l'article premier de l'Accord. L'Argentine avait aussi adopté la Résolution 337 du 21 août 2009 étendant l'application des procédures de licences à plusieurs produits comme les pièces de véhicules automobiles et d'autres produits connexes. Les CE demandaient à l'Argentine: i) de notifier cette disposition au Comité; ii) de confirmer si les procédures de licences étaient automatiques ou non automatiques; et iii) d'expliquer quelles étaient les conditions d'octroi des licences d'importation. Les CE apprécieraient également une explication détaillée de la gamme précise de produits visés par ces procédures et de la raison pour laquelle les certificats d'importation (*certificados de importación*) pour les pièces de véhicules automobiles et les produits apparentés n'étaient exigés que pour les produits finals. Ces questions seraient distribuées sous forme écrite.

2.5 Concernant les notifications de l'Argentine figurant dans les documents G/LIC/N/2/ARG/17 à 21, la déléguée du Mexique a informé le Comité que, pour ce qui était du régime de licences appliqué aux produits électriques et électroniques, sa délégation souhaiterait recevoir de l'Argentine des explications détaillées complémentaires sur les critères mentionnés dans la Résolution 251/09, notifiée dans le document G/LIC/N/2/ARG/21, qui étaient appliqués par les ministères de l'économie et de la production. Plus particulièrement, le Mexique aimerait que l'Argentine explique plus en détail

¹⁹ Documents G/LIC/N/1/ALB/3; G/LIC/N/1/ARG/3; G/LIC/N/1/CAN/2; G/LIC/N/1/HRV/4; G/LIC/N/1/IND/12; G/LIC/N/1/MAR/1/Add.1/Rev.1; G/LIC/N/1/TUR/8 et G/LIC/N/1/USA/5, respectivement.

²⁰ (G/LIC/N/2/ARG/4/Add.1/Rev.1); (G/LIC/N/2/ARG/16/Add.1); (G/LIC/N/2/ARG/17-21); (G/LIC/N/2/HRV/1); (G/LIC/N/2/HKG/4); (G/LIC/N/2/IDN/2); (G/LIC/N/2/IDN/2/Add.1); (G/LIC/N/2/IDN/3); (G/LIC/N/2/KOR/1/Rev.1); (G/LIC/N/2/SGP/5).

les prescriptions, les procédures et les délais de délivrance des licences d'importation pour ces produits, et qu'elle précise aussi si ces licences non automatiques étaient assujetties à des contingents d'importation et, dans l'affirmative, quels étaient les valeur et volume de ces contingents. Les exportateurs mexicains de produits électriques et électroniques étaient aussi préoccupés par les retards subis dans le traitement des demandes et leur rejet à cause d'erreurs mineures dans la présentation de ces demandes. Elle demandait donc à l'Argentine d'expliquer quels critères étaient appliqués en cas d'erreurs ou de discordances mineures dans les demandes de licences d'importation et, plus précisément, ce que l'Argentine considérait comme erreur mineure, si les demandeurs avaient la possibilité d'apporter des modifications en cas d'erreurs mineures, et, dans ce cas, quels étaient les délais. Les autorités mexicaines avaient compris que, pour accorder des licences d'importation non automatiques, les autorités argentines pouvaient demander des renseignements additionnels au-delà de ceux qui étaient publiés dans la réglementation établissant ces mesures. Il était donc demandé à l'Argentine de préciser les renseignements additionnels qui étaient généralement demandés, les délais dans lesquels les demandeurs devaient fournir les renseignements additionnels et s'il était possible d'énumérer ces prescriptions additionnelles pour en faciliter le respect par les demandeurs. Sa délégation présenterait ces questions par écrit.

2.6 La déléguée de l'Argentine a dit que sa délégation espérait recevoir les questions du Mexique et des CE par écrit afin de les transmettre à sa capitale.

2.7 La déléguée des États-Unis a dit que sa délégation continuait de suivre la mise en œuvre des procédures indonésiennes de licences d'importation établies par le Décret n° 56 (document G/LIC/N/2/IDN/2) dont le champ d'application restait préoccupant. Elle continuerait, le cas échéant, de porter ses préoccupations à l'attention du Comité. À cet égard, elle a demandé des précisions notamment au sujet des questions suivantes: i) quelles étaient les limitations concernant ceux qui pouvaient demander une licence d'importation; ii) les entreprises non indonésiennes pourraient-elles demander à importer des produits; iii) le Décret n° 23/M-DAG-PER-6-2009 modifiait-il le Décret n° 56 et, dans l'affirmative, quand l'Indonésie le notifierait-elle afin de permettre aux États-Unis d'examiner les modifications; iv) quel effet les modifications avaient-elles sur les procédures de licences d'importation pour les textiles, les vêtements et les articles de confection et quels produits textiles et vêtements spécifiques étaient toujours assujettis à ces procédures; et v) quelles procédures de licences d'importation étaient applicables – celles indiquées dans le Décret n° 56, celles stipulées dans la modification 23/M-DAG-PER-6-2009, ou les deux. Les États-Unis continuaient de s'intéresser au projet indonésien d'élimination progressive de toutes les procédures de licences d'importation pour ces marchandises. Ils apprécieraient aussi des statistiques actualisées sur le nombre et la fréquence des licences d'importation qui ont été refusées au cours des derniers mois, et les raisons avancées pour les justifier. Les États-Unis continuaient de se préoccuper de l'effet dissuasif général sur le commerce causé par l'action réciproque des prescriptions contraignantes en matière de licences d'importation établies par le Décret n° 56 et d'autres procédures auxquelles il fallait se conformer dans le pays d'importation et d'exportation, y compris les prescriptions en matière d'inspection avant l'expédition. Concernant la nécessité des prescriptions en matière d'inspection avant l'expédition établie par le Décret n° 56, les États-Unis soulèveraient la question au sein du Comité compétent.

2.8 Pour ce qui était du régime de licences appliqué au fer et à l'acier (documents G/LIC/N/2/IDN/2 et Add.1), en particulier le Règlement n° 8/M-DAG/PER/2/2009 du Ministre du commerce et sa modification de juin 2009, les États-Unis demandaient à l'Indonésie de préciser le processus d'obtention des licences d'importation. Plus précisément, les importateurs qui demandent une licence devraient-ils d'abord se soumettre à un examen technique du Ministère de l'industrie avant de présenter les renseignements au Ministère du commerce à l'appui de leur demande? La délégation des États-Unis apprécierait aussi des renseignements sur le processus d'examen technique du Ministère de l'industrie; les raisons pour lesquelles ce Ministère pourrait rejeter la demande et la fréquence des rejets.

2.9 Concernant le régime de licences d'importation de l'Indonésie appliqué au sucre, les États-Unis restaient préoccupés et continueraient de suivre attentivement sa mise en œuvre et son effet sur les négociants des États-Unis. D'après la notification figurant dans le document G/LIC/N/2/IDN/3 et les réponses aux questions des États-Unis²¹, il semblerait que l'Indonésie utilise le système de licences pour déterminer les importateurs de sucre, la quantité importée et le moment où l'importation pouvait avoir lieu. De ce fait, la délégation des États-Unis demandait à l'Indonésie de préciser comment elle estimait que sa réglementation était conforme aux dispositions de l'OMC et comment deux régimes différents pouvaient fonctionner parallèlement, la notification de l'Indonésie indiquant que le sucre raffiné (1701.99.11.00 et 1701.99.19.00) était assujéti à des procédures de licences d'importation à la fois non automatiques et automatiques. Les États-Unis voulaient que l'Indonésie confirme si oui ou non il existait une prescription obligeant les importateurs à acheter le sucre offert sur le marché intérieur avant de pouvoir importer; ils demandaient aussi des renseignements sur le nombre de demandes d'importation de sucre qui avaient été présentées au cours de l'année précédente et sur le nombre de demandes approuvées et refusées. Les États-Unis distribueraient ces questions par écrit.

2.10 La déléguée des Communautés européennes s'est fait l'écho des préoccupations exprimées par la délégation des États-Unis concernant le Décret n° 56-08 de l'Indonésie qui, selon l'Indonésie, n'était pas un régime de licences d'importation mais visait à enregistrer les importateurs. L'Indonésie avait aussi indiqué que lorsque les informations exigées à l'article 2.3 du Décret n° 56 étaient fournies, l'enregistrement avait lieu dans les sept jours ouvrables suivants et que, dès l'enregistrement, la licence d'importation était automatiquement délivrée. Les CE estimaient que si les licences d'importation étaient automatiquement délivrées sur la base des quantités spécifiées dans le plan d'importation, comme mentionné à l'article 2.3 du Décret n° 56, il y avait des procédures *de facto*. Par conséquent, le Décret n° 56 devrait être notifié au titre de l'article 5 de l'Accord. S'il n'existait pas de relation entre le plan d'importation mentionné à l'article 2.3 du Décret n° 56 et la délivrance des licences d'importation, les CE aimeraient que l'Indonésie précise la base juridique sur laquelle elle s'appuyait pour appliquer une telle mesure. La délégation des CE souhaiterait aussi obtenir la liste complète des documents exigés par l'Indonésie à l'appui d'une demande ainsi que les conditions dans lesquelles une demande était refusée. Les CE présenteraient ces questions et d'autres par écrit à l'Indonésie.

2.11 Le délégué de l'Indonésie a dit que sa délégation espérait recevoir par écrit les questions des États-Unis et des Communautés européennes afin de pouvoir les transmettre à sa capitale.

Le Comité a pris note des notifications et des déclarations.

iii) *Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)*

2.12 La Présidente a informé le Comité que 30 notifications étaient énumérées dans l'aérogamme convoquant la réunion en cours et sa révision, reçues des Membres suivants: Cameroun; Canada; Costa Rica; République dominicaine; Équateur; Communautés européennes; Ghana; Grenade; Honduras; Hong Kong, Chine; Japon; Macao, Chine; Maurice; Maroc; Nicaragua; Nigeria; Norvège; Oman; Sénégal; Singapour; Suriname; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; Ukraine; Uruguay et États-Unis.²²

²¹ Voir document G/LIC/Q/IDN/9/Add.1.

²² G/LIC/N/3/CMR/3; G/LIC/N/3/CAN/8; G/LIC/N/3/CRI/6; G/LIC/N/3/DOM/3+ADD.1; G/LIC/N/3/ECU/3; G/LIC/N/3/EEC/12+ADD.1; G/LIC/N/3/GHA/4; G/LIC/N/3/GRD/3; G/LIC/N/3/HND/3; G/LIC/N/3/HKG/13; G/LIC/N/3/JPN/8; G/LIC/N/3/MAC/12; G/LIC/N/3/MUS/3/CORR.1; G/LIC/N/3/MAR/7/REV.1; G/LIC/N/3/NIC/1; G/LIC/N/3/NGA/5; G/LIC/N/3/NOR/4; G/LIC/N/3/OMN/4; G/LIC/N/3/SEN/3; G/LIC/N/3/SGP/7; G/LIC/N/3/SUR/1;

Treize de ces notifications²³ n'étaient pas disponibles dans les trois langues officielles de l'OMC; ces notifications seraient examinées à la réunion suivante. La Présidente a aussi informé le Comité que, à la réunion précédente, la notification reçue de la République dominicaine (G/LIC/N/3/DOM/3) n'était pas disponible dans les trois langues officielles de l'OMC et que cette notification et son addendum allaient être examinés lors de la réunion en cours.

2.13 Le Comité a pris note des notifications des Membres suivants: Cameroun; Ghana; Honduras; Hong Kong, Chine; Japon; Macao Chine; Maroc; Norvège; Oman; République dominicaine; Sénégal; Singapour; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; et Uruguay.

3. Huitième examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (WT/L/432)

3.1 La Présidente a rappelé que, conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la Chine (WT/L/432), le septième examen transitoire de la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives dudit protocole avait été effectué en 2008 par les organes subsidiaires de l'OMC, parmi lesquels le Comité des licences d'importation, dont le mandat couvrait les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du Protocole d'accession. Le rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises sur cet examen avait été distribué sous la cote G/LIC/19. Le Comité procéderait au huitième examen transitoire lors de la réunion en cours. Elle a également informé le Comité que, depuis la réunion précédente, le Secrétariat avait reçu, après la publication de l'aérogramme convoquant la présente réunion et de sa révision, une communication de la Chine contenant des renseignements requis au titre du paragraphe IV:3 de l'Annexe 1A du Protocole d'accession, qui avait été distribuée sous la cote G/LIC/W/35.

3.2 La communication de la République populaire de Chine indiquait que le régime de licences d'importation de la Chine n'avait pas subi de modification notable depuis 2008. Le *Catalogue des marchandises dont l'importation exige l'obtention d'une licence automatique de 2009*, publié dans l'avis conjoint n° 103 de 2008 du MOFCOM et de l'Administration générale des douanes; et le *Catalogue des marchandises dont l'importation exige l'obtention d'une licence de 2009*, publié dans l'avis conjoint n° 99 de 2008 du MOFCOM, de l'Administration générale des douanes et de l'AQSIQ, énuméraient tous les produits assujettis à des procédures de licences d'importation, à l'exception de ceux qui relèvent du régime des contingents tarifaires. Toutes les règles administratives figuraient dans *China Foreign Trade and Economic Cooperation Gazette* et pouvaient aussi être consultées sur le site Web du MOFCOM: (<http://www.mofcom.gov.cn/>).

3.3. Le Comité a pris note de la communication distribuée par la Chine.

3.4 La Présidente a suggéré que, pour conclure le huitième examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine, un rapport factuel sur l'examen transitoire concernant la Chine soit présenté au Conseil du commerce des marchandises (CCM). Comme cela avait été fait précédemment, ce rapport factuel ferait référence aux paragraphes pertinents du compte rendu de la réunion ainsi qu'aux renseignements communiqués par la Chine. Les paragraphes pertinents du compte rendu concernant les débats seraient annexés à ce rapport

3.5 Le Comité en est ainsi convenu. Le rapport au CCM sur le huitième examen transitoire a été distribué sous la cote G/LIC/20.

G/LIC/N/3/TPKM/2/REV.1; G/LIC/N/3/THA/2; G/LIC/N/3/TTO/8; G/LIC/N/3/TUR/9; G/LIC/N/3/UKR/2; G/LIC/N/3/URY/4; et G/LIC/N/3/USA/6.

²³ Reçues des Membres suivants: Canada; Costa Rica; Équateur; Communautés européennes; Grenade; Maurice; Nicaragua; Nigeria; Suriname; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Ukraine et États-Unis.

4. Rapport (2009) au Comité du Conseil du commerce des marchandises

4.1 La Présidente a dit que le Comité était tenu de présenter tous les ans un rapport d'activité au Comité du commerce des marchandises (CCM). Un projet de rapport au CCM, retraçant les activités du Comité en 2009, avait été distribué sous la cote G/LIC/W/34 et soumis au Comité pour examen. Les renseignements contenus dans le projet de rapport, y compris à l'annexe, seraient mis à jour pour tenir compte des notifications reçues jusqu'à la réunion en cours ainsi que des débats menés à cette réunion.

4.2 Aucune observation n'a été formulée au sujet du projet de rapport. Le Comité est convenu d'adopter le rapport sous réserve de la mise à jour. Le rapport tel qu'il a été mis à jour et adopté a été distribué sous la cote G/L/903.

5. Autres questions

i) Renseignements sur les activités d'assistance technique liées à l'Accord sur les procédures de licences d'importation

5.1 La Présidente a informé le Comité que, depuis la réunion précédente, une activité d'assistance technique avait eu lieu en Équateur. Cette activité visait d'une manière générale à renforcer les compétences administratives des différentes autorités afin qu'elles comprennent clairement le but, les objectifs et les spécificités de l'Accord. Les autorités ont aussi reçu une formation pour leur permettre de faire la différence entre les deux types de licences d'importation et d'autres obstacles au commerce dont les objectifs légitimes pouvaient être réalisés d'une meilleure manière grâce à des mesures moins restrictives et perturbant moins les échanges que les licences d'importation, comme les règlements techniques, les mesures sanitaires et phytosanitaires, etc. Ces domaines ont été couverts comme l'avaient proposé les autorités locales pour leur permettre de mieux répondre au questionnaire annuel ainsi qu'aux préoccupations et questions soulevées par les Membres concernant les procédures de licences d'importation. Suite à cela, l'Équateur avait distribué le document G/LIC/N/3/ECU/3. Le Secrétariat avait reçu deux demandes de séminaires, de la Tanzanie et du Paraguay. Ces activités auraient lieu début 2010.

5.2 Le Comité a pris note des renseignements donnés.

Date des prochaines réunions

5.3 La Présidente a informé les Membres que le Secrétariat avait provisoirement fixé au lundi 26 avril 2010 et au lundi 25 octobre 2010 la date des réunions suivantes du Comité, étant entendu que des réunions supplémentaires seraient convoquées si nécessaire.

5.4 Le Comité a pris note des renseignements donnés.
